

**Séance ordinaire du  
mardi 3 avril 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le trois avril, les membres  
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont  
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Réussite éducative**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO, Thibault RASSAT.

**Excusés :** Patrick VIGNAL.

## **Participation de la Ville aux séjours de vacances pour l'été 2018**

La Ville de Montpellier développe sa politique sociale en apportant une aide financière destinée à faciliter le départ en centres de vacances d'été (juillet et août) d'un ou plusieurs enfants des familles montpelliéraines dont le quotient familial est inférieur ou égal à 800 €.

Ces dispositions s'inscrivent dans le schéma d'une politique sociale et de prévention visant à faciliter l'accès aux loisirs et à offrir aux jeunes, nés entre le 01/01/2002 et le 31/12/2014, des activités attractives et encadrées durant les périodes estivales.

L'action de la Ville, qui complète le dispositif de la Caisse d'Allocations Familiales, offre chaque année à près de 400 enfants de cette tranche d'âge, la possibilité de bénéficier de séjours organisés par des établissements agréés par la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier.

L'aide financière municipale est versée directement à ces centres de vacances.

En 2018, en accord avec les directives de la Caisse d'Allocations Familiales, le financement municipal intervient en complément du programme "Aide aux Vacances Enfants" (A.V.E) de la Caisse d'Allocations Familiales et seuls pourront être concernés les enfants éligibles à ce dispositif.

La participation de la Ville concerne la totalité de la durée du séjour (jusqu'à 15 jours maximum) selon les modalités suivantes :

-Du 1<sup>er</sup> au 7<sup>ème</sup> jour, la Ville intervient en majorant le taux de l'aide de la Caisse d'Allocations Familiales suivant une progressivité variable selon trois tranches du quotient familial.

-A partir du 8<sup>ème</sup> jour, la Ville prend le relais de l'A.V. E qui cesse au 7<sup>ème</sup> jour du séjour. Un séjour par enfant maximum pourra être financé par période estivale.

Le financement municipal s'établit comme suit, à concurrence des crédits inscrits au budget 2018, soit 30 000 €.

**Barème pour un séjour compris entre la 1ère et la 7ème nuit (8 jours) plafonné à 50€/jour:**

	<b>Quotient familial de 0 à 370€</b>	<b>Quotient familial de 371€ à 700€</b>	<b>Quotient familial de 701€ à 800€</b>
<b>Aide CAF jusqu'à 2 enfants majorée par la Ville</b>	45% du prix du séjour Participation Ville de 10%	40% du prix du séjour (Participation Ville de 10%)	25% du prix du séjour Participation Ville de 10%
<b>Aide CAF majorée pour familles monoparentales, familles nombreuses et enfants porteurs de handicap</b>	90% du prix du séjour	80% du prix du séjour	50% du prix du séjour

**Barème pour un séjour compris entre la 8ème et la 14ème nuit (7 jours) plafonné à 50€/jour :**

	<b>Quotient familial de 0 à 370€</b>	<b>Quotient familial de 371€ à 700€</b>	<b>Quotient familial de 701 à 800€</b>
<b>Aide Ville jusqu'à 2 enfants</b>	45% du prix du séjour	40% du prix du séjour	25% du prix du séjour
<b>Aide Ville majorée pour familles monoparentales, familles nombreuses et enfants porteurs de handicap</b>	80% du prix du séjour	70% du prix du séjour	40% du prix du séjour

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:**

- d'accepter les critères sociaux d'attribution des aides ainsi définis ;
- de prévoir que le financement de l'action se fera par l'attribution d'une aide versée aux centres de vacances avec hébergement, sur les crédits inscrits au budget 2018, section de fonctionnement, chapitre 933, pour un montant total de 30 000€ ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 3 voix

M. Vincent HALUSKA, M. Patrick RIVAS, Mme Séverine SCUDIER.

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 4 avril 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Liste des structures agréées
- règlement interieur AVE CAF 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20180403-31210-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 13/04/18  
Réception en Préfecture : 13/04/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.